



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 20 novembre 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir - BPE
Pour présentation à la CDNPS,
formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'EXTENSION ET DE RENOUVELLEMENT D'UNE CARRIÈRE DE SABLES DU PERCHE

SABLIÈRES DU THIEULIN

N° ICPE 7905

COMMUNES DU THIEULIN ET DE SAINT-DENIS-DES-PUITS

Par lettre du 1er août 2013, Monsieur Jean FULCHIRON, agissant en qualité de Président Directeur Général de la S.A.S. LES SABLIERES DU THIEULIN dont le siège social est actuellement situé chemin de Saint-Eloi à Maisse (91720), sollicite :

- le renouvellement de son autorisation d'exploiter sur 30,6 ha environ, dont 26,5 ha exploitables ;
- l'extension de la carrière sur une superficie de l'ordre de 21,5 ha, dont 19,9 ha exploitables.
- le maintien d'une installation fixe de premier traitement des matériaux.

Cette carrière est située sur le territoire des communes du Thieulin et de Saint-Denis-des-Puits au lieu-dit « Les Abbayes du Loir ».

La prolongation de la durée d'exploitation est demandée pour une durée de 30 ans.

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 7 août 2013, complété le 28 juin 2016 et le 27 décembre 2016, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 10 février 2017.

1 PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

1.1 La Société

La société LES SABLIERES DU THIEULIN fait partie du groupe MALABRY, un des principaux producteurs de sables siliceux. Elle a pour activités l'exploitation de carrières de sables pour différentes applications : produits du bâtiment, sols sportifs, sables correcteurs pour le béton, enduits de façade, colles, céramiques, etc. Elle emploie 16 personnes sur le site du Thieulin.

La société LES SABLIERES DU THIEULIN exploite depuis 1983 sur la commune du Thieulin un gisement de sables et des installations de traitement des matériaux. La société dispose d'un parc matériel adapté à ses activités et renouvelé régulièrement.

La SAS dispose d'un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 k€. La cote de crédit est estimée excellente et est cotée 3++ (source : Banque de France).

1.2 Historique administratif

L'exploitation actuelle et l'installation mobile de premier traitement sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 avril 2007, modifié par l'arrêté complémentaire du 28 février 2014, pour une production annuelle maximale de 400 000 tonnes.

L'échéance est fixée au 6 avril 2029.

La poursuite de l'exploitation sur la carrière actuellement autorisée concerne 30,6 ha environ, dont 26,5 ha exploitables sur les parcelles situées au Thieulin, lieux-dits "Les Abbayes du Loir" et "Les sablons", section C n°93, 95, 97, 98, 104, 105, 106, 108, 110, 111, 133, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191 et 192.

1.3 Localisation du site et du projet

Les terrains concernés par la demande sont situés à l'extrémité sud-Ouest de la commune du Thieulin et à l'extrémité Ouest de la commune de Saint-Denis-des-Puits.

L'extension de la carrière est située au Thieulin au lieu-dit "Les Abbayes du Loir" et à Saint-Denis-des-Puits au lieu-dit "Chavannes".

L'emprise du projet reprend une partie de la carrière actuelle et comprend une extension sur les terrains localisés principalement au sud-est. L'environnement du projet se caractérise par la présence d'habitations au lieu-dit "Les Rigaudières" dans un secteur à habitat dispersé à environ 200 mètres au nord de l'emprise foncière du projet, ces habitations ne seront pas rapprochées dans le cadre de l'extension du site.

Les matériaux extraits après avoir été criblés par classes granulométriques sont évacués régulièrement par convoyeur vers l'installation voisine de traitement secondaire des matériaux (usine des Rigaudières).

Le convoyeur est aérien et traverse la parcelle n°C211 et la RD n°941.

Le pétitionnaire détient le droit d'exploiter le sous-sol par contrats de forage conclus avec les propriétaires des terrains à exploiter. Le propriétaire de la parcelle C211 a autorisé l'implantation du convoyeur. Un arrêté de voirie portant permission de voirie est conclu avec le Conseil Départemental d'Eure-et-Loir (ex Conseil Général).

1.4 Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Exploitation d'une carrière de sable sur une superficie de 52ha 12a 84 ca	-	-	Volume maximum : 400 000 tonnes/an Volume moyen : 350 000 tonnes/an
2515	1	D	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installation de traitement de 93 kW	Puissance installée en kW	Supérieur à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	93 kW

Pour mémoire, l'installation est visée par la rubrique suivante de la nomenclature eau :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation
3.3.1.0	A	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais	> 1 ha	Destruction de 2,6 ha de zones humides
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	-	3 piézomètres (PZ2, PZ3 et PZ4)

1.5 Objet de la demande

La société SABLIERES DU THIEULIN souhaite renouveler l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert l'extraction de sables du Perche sur 30,6 ha environ, étendre le périmètre exploité principalement au sud-est des terrains actuellement exploités sur une superficie d'environ 21,5 ha, défricher environ 15,2 ha et continuer à exploiter une installation de premier traitement.

La durée d'exploitation demandée est de trente ans cadencée en six phases quinquennales.

◆ Emprise et caractéristiques

La superficie totale du périmètre de la demande est de 52 ha 12 a 84 ca dont 47,48 ha exploitables.

Les parcelles sollicitées sont les suivantes :

- ◆ au Thieulin :
 - lieu-dit "Les abbayes du Loir" : n°104 à 111, 133, 134, 183 à 192, 211 et 212 section C,

- lieu-dit "Les sablons" : n°95 à 98 section C,
- lieu-dit "Les Chavannes" : n°90 à 93 section C,
- ◆ à Saint-Denis-des-Puits :
 - lieu-dit "Les Chavannes" : n°187pp, 188 pp, 189pp, 190 et 467 section A
- ◆ route départementale n°941 sur la commune du Thieulin.
- ◆ aliénation des chemins ruraux et CR n°31

◆ **Exploitation**

La carrière exploite un gisement de sables du Perche, datés du Cénomaniens.

L'exploitation est réalisée à ciel ouvert, hors d'eau selon les étapes suivantes :

- Décapage des terres et des stériles de couverture ;
- Extraction du gisement ;
- Reprise et chargement par tombereaux jusqu'à la zone de stockage ;
- Reprise et traitement du matériau dans l'unité de criblage ;
- Évacuation des matériaux traités vers l'unité de traitement secondaire des Rigaudières par convoyeur ;
- Remise en état coordonnée à l'extraction.

Les terres décapées par campagnes sont composées de terres végétales et de terres de découvertes. Le décapage est réalisé de manière à ne pas mêler les terres végétales aux terres de découvertes. La terre végétale est conservée sur une zone spécifique avant sa réutilisation dans le cadre de la remise en état progressive du site. Les terres de découverte non commercialisable sont utilisées par remblaiement progressif des zones d'extraction et pour le talutage des fronts d'exploitation.

Les extractions se font à sec en fouille à la pelle hydraulique. Les matériaux bruts extraits sont chargés à la pelle hydraulique dans un tombereau vers une zone de stockage avant d'être repris au sol par chargeur pour alimenter l'installation fixe de criblage située à proximité de l'accès à la carrière.

Les matériaux traités sont ensuite envoyés vers l'unité de traitement secondaire des matériaux (installation de lavage des sables, bassin de clarification et installation de séchage des sables) par un convoyeur aérien capoté vers l'unité de traitement des Rigaudières. Les matériaux stériles argileux produits sont estimés à environ 12 % du volume brut extrait. Ces stériles sont utilisés par la suite pour le remblaiement de la carrière.

Les progressions d'extraction se font par avancées progressives des fronts, principalement en partant vers le sud puis, pour chacune des phases en allant d'une part vers l'est et d'autre part vers l'ouest jusqu'à leurs limites finales. Les extractions sont réalisées en 6 phases quinquennales d'exploitation de cinq fronts d'une hauteur maximale de 10 m. Le fond de fouille de la carrière a pour cote minimale 210 m NGF¹. (cf. annexe 2 du projet d'arrêté)

La remise en état des terrains consiste en un réaménagement en zone naturelle (article 1.7.5).

La remise en état est coordonnée à l'avancement des fronts d'extraction. La durée d'exploitation de 30 ans inclut la phase de remise en état du site (pendant deux ans).

Le volume attendu du gisement exploitable est de 7 330 000 m³ pour un gisement commercialisable de 10 800 000 t. La production annuelle autorisée est au maximum de 400 000 tonnes.

1.6 Cadre administratif de l'instruction

S'agissant d'une demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière, la modification substantielle est soumise aux mêmes formalités que les demandes d'autorisation initiales visées à l'article R. 512-1 du Code de l'environnement.

¹ NGF : le Nivellement Général de la France est un réseau de repères altimétriques.

2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE D'EXPLOITATION

2.1.1 Urbanisme

Les communes du Thieulin et de Saint-Denis-des-Puits ne sont dotées d'aucun document d'urbanisme. C'est le règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'applique.

Le projet est compatible avec les règlements d'urbanisme.

2.1.2 Schéma départemental des carrières

Le projet est compatible avec les dispositions du Schéma Départemental des Carrières d'Eure-et-Loir en vigueur, approuvé par arrêté préfectoral n°1810 du 28 novembre 2000.

2.1.3 SDAGE LOIRE-BRETAGNE et SAGE LOIR

Le pétitionnaire indique que le projet n'a pas d'incidence sur les objectifs du SDAGE du bassin LOIRE-BRETAGNE 2016-2021 et du SAGE Loir pour la commune de Saint-Denis-des-Puits approuvé le 25 septembre 2015.

Toutefois, le principe des compensations de la zone humide fonctionnelle détruite de 2,6 ha est abordé dans le dossier.

Pour compenser cette destruction, l'exploitant a prévu de :

- créer 0,85 ha de zone humide dans le périmètre du site (bois des Abbayes) ;
- mettre en place des milieux humides variés dans le cadre du plan de réaménagement ;
- restaurer 3,5 ha de zones humide existantes dans le marais du Grand Boizard situé à 9 km de la carrière.

Dans le dossier proposé, les mesures de compensation privilégient la reconquête d'un espace qui était anciennement une zone humide et d'en rétablir des fonctionnalités ainsi que de la reconstitution sur site des zones humides détruites.

La disposition 8B-1 du SDAGE Loire-bretagne prévoit que les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader les fonctionnalités de la zone humide. À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en oeuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recréation ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;
- dans le bassin versant de la masse d'eau.

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion et l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

La proposition de compensation des zones humides faite par le pétitionnaire, sur une même bassin versant, de la compensation de 0,85 ha de zones humide recréée au bois de l'Abbaye laisse une compensation à 200 % sur un autre bassin de la surface restante de 1,75 ha, compensé par la reconquête d'une zone humide dans le marais du Grand Boizard (3,5 ha, soit 200 %)

2.1.4 SDAGE SEINE-NORMANDIE

Le pétitionnaire indique que le projet n'a pas d'incidence sur les objectifs du SDAGE du bassin SEINE-NORMANDIE 2016-2021 pour la commune du Thieulin.

L'exploitant précise que le SDAGE n'apporte pas de restriction par rapport au projet d'extension de la carrière.

2.1.5 Monuments historiques

Aucun monument historique, site classé ou inscrit n'est présent à moins de 500 mètres de l'exploitation.

2.1.6 Patrimoine naturel

Les Zones naturelles d'Intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) les plus proches (Boisements des sources du Loir, Étang du bois de la Gâtine et Forêt de Champrond-en-Gatine et limitrophe) se situent à plus de 2 km de l'emprise et le projet n'interférera pas avec celles-ci.

Le projet est situé au sein d'un site NATURA 2000, dans sa partie nord-ouest et dans son tiers sud-est essentiellement. Il s'agit de la zone de protection spéciale (ZPS) "Forêts et étangs du Perche". L'intérêt écologique de ce site est lié à la présence d'une mosaïque d'habitats forestiers.

D'un point de vue flore et habitats naturels, l'extension ne présente pas d'espèces ou de milieux patrimoniaux.

Un dossier de demande de défrichement et un dossier de demande de dérogation de destruction d'habitat protégé ont été déposés par le pétitionnaire.

3 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1 Sites et paysages

Les trois quarts de la zone sollicitée en extension sont constitués de boisements, les principales mesures de compensation comprennent :

- sur le site :

- la création de mares. Ces mares seront alimentées en partie au début de l'exploitation par pompage de l'eau des mares détruites afin de privilégier le transfert naturel des animaux vers la mare de substitution,
- la mise en place de pierriers pour les reptiles,
- l'aménagement d'une partie des combles des bâtiments du corps de ferme des Abbayes pour les chiroptères,
- une gestion de l'ensemble prairial d'une surface d'environ 1,1 ha proche de la ferme des Abbayes du Loir,
- un suivi écologique du site (colonisation des mares de substitution par la faune et la flore, fréquentation des combles, nidification de l'avifaune, fréquentation des pierriers)

- hors site : restauration des fonctions biologiques de zones humides dégradées au sein du marais du Grand Boizard, situé à 9 km du site, sur une surface de 3,5 ha.

Trois sentiers de randonnée sont identifiés sur le secteur. L'un d'eux emprunte les chemins ruraux qui passent dans la zone sollicitée à l'extension de la carrière. Une proposition de déviation du chemin rural n°30 permettant de contourner la zone est proposée par le pétitionnaire.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à :

- l'article 2.4.2 du projet d'arrêté préfectoral portant sur la remise en état de la carrière,

- l'article 9.4.3 du projet d'arrêté préfectoral portant sur le suivi écologique du site,
- l'article 2.5 du projet d'arrêté préfectoral portant sur la restauration de la zone humide.

3.2 Patrimoine culturel et historique

Aucun monument historique inscrit ou classé n'est situé dans un périmètre de 500 m.

Le dossier évalue que le secteur d'étude peut révéler des vestiges archéologiques. Des vestiges néolithiques, du parcellaire gallo-romain et un petit bâtiment de la même période ont été découverts dans l'emprise actuelle de la carrière lors de trois opérations de diagnostic réalisées entre 2007 et 2009. Ce potentiel archéologique local sera pris en compte par l'application des dispositions réglementaires sur l'archéologie préventive.

3.3 Eau

• Eaux superficielles

Le pétitionnaire indique que le ruisseau le Loir est situé en périphérie de la carrière, dans la partie Nord-Est. Ce cours d'eau temporaire sur ce secteur s'assèche en période d'étiage. Son niveau est à 205 mNGF. Le fond de fouille de la carrière étant situé à 210 mNGF, le captage du cours d'eau par la carrière est écarté.

• Eaux souterraines

Le pétitionnaire évalue le niveau piézométrique des variations de la nappe du Cénomaniens directement concernée par le projet sur la base d'un suivi piézométrique sur un cycle semestriel. Le niveau des plus hautes eaux connues est ainsi estimé à environ +207 m NGF au droit du site.

Le dossier recense les ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable répertoriés autour du site et mentionne la présence des captages d'eau potable du Bois des Blots sur la commune de Corvées-les-Yys et de la Pierrière sur la commune du Thieulin situés respectivement en aval immédiat et en amont hydraulique de la carrière.

Le projet est situé en dehors des périmètres rapprochés et éloignés des captages d'eau potable.

• Consommations d'eau

L'exploitation de la carrière ne nécessite pas l'utilisation d'eau. L'extraction s'effectue à sec.

• Rejets

Aucun rejet d'eau n'est réalisé sur le site.

• Mesures de prévention / protection

L'exploitant propose les mesures suivantes de prévention et de protection :

- Les huiles neuves et usagées seront stockées sur rétention dans l'atelier du site des Rigaudières. Aucun stockage d'hydrocarbures n'est autorisé sur la carrière.
- L'entretien régulier et le ravitaillement des engins sont effectués à l'extérieur du site au niveau de l'usine sur une aire étanche.
- Le ravitaillement et l'entretien des engins se fera sur l'aire étanche des Rigaudières en période de fonctionnement normal (extractions). Pendant les phases de découvertes, les engins seront alimentés en bord-à-bord sur une aire étanche équipée d'un séparateur à hydrocarbures à créer près de l'entrée de la carrière. Cette aire étanche aura une surface d'environ 150 m².

Il est demandé au pétitionnaire d'utiliser un dispositif de remplissage de type WIGGINS, équipé d'un système d'arrêt automatique et empêchant toute fuite d'hydrocarbure.

- En cas de fuite accidentelle, des kits anti-pollution sont disponibles sur le site. Une procédure d'intervention en cas de pollution accidentelle est prévue par le pétitionnaire.

De plus, sur le site, aucune activité de lavage d'engin ne sera présente et le site n'acceptera pas de matériaux inertes provenant de l'extérieur du site.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites aux articles 7.4.5, portant sur le ravitaillement et l'entretien, et 7.4.3, portant sur les rétentions, du projet d'arrêté préfectoral.

3.4 Air

La principale source de pollution de l'air identifiée dans l'étude d'impact est l'émission de poussières. Les sables du Perche extraits ont par nature un impact limité sur les envols de poussières dans l'environnement du fait notamment de la faible quantité de fines produits par les activités (absence de tirs de mine et de concassage principalement).

Mesures de prévention / protection

Pour éviter les envols de matériaux, les méthodes d'exploitation, les caractéristiques des matériels et les mesures de limitation des émissions et d'abattage des poussières suivantes sont mises en œuvre :

- la voie d'accès (RD n°941) est régulièrement entretenue de façon à éviter tout dépôt,
- sur les aires de circulation : nettoyage et entretien régulier évitant la concentration des fines,
- évacuation des matériaux vers l'usine via un convoyeur aérien capoté.

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement, composé de jauges Owen, est mis en place. Une campagne de mesure est à effectuer tous les ans, en période sèche et d'activité représentative.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à :

- l'article 3.1.2 du projet d'arrêté préfectoral portant sur les voies de circulation,
- l'article 3.1.3 du projet d'arrêté préfectoral portant sur les émissions diffuses et envols des poussières,
- l'article 9.2.1.2 du projet d'arrêté préfectoral portant sur les campagnes de mesure et le suivi des retombées de poussières.

3.5 Bruit

Le dossier présente une activité dans les plages horaires de 7 heures à 22 heures, du lundi au vendredi et ponctuellement le samedi pour des opérations de maintenance.

- Mesures de prévention / protection

L'exploitant propose un suivi régulier des niveaux sonores.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à l'article 9.2.6.1 du projet d'arrêté préfectoral portant sur les mesures périodiques de l'autosurveillance des niveaux sonores.

De plus, les engins sont équipés du dispositif « cri du lynx ».

3.6 Déchets

Les déchets générés par l'activité sont des déchets issus de l'activité extractive : terres de découverte et stériles d'exploitation. Les terres de découverte sont stockées sous forme de merlons périphériques et les stériles sont utilisés en remblais.

Aucun autre déchet n'est produit par la carrière.

3.7 Trafic routier et voirie

Les aménagements actuels sont conservés (signalisation routière, portail fermant à clé) et permettent de limiter les effets sur les risques :

- d'accident de circulation,
- de salissure des voies de circulation par apport de boues...

Les sorties de poids lourds se font depuis le site de traitement des matériaux, situé de l'autre côté de la RD n°941. En l'absence d'augmentation de la production, il n'y aura pas de trafic supplémentaire de poids lourds sur les axes routiers.

3.8 Faune et flore

Conformément aux dispositions de l'article L. 414-4 du Code de l'environnement, une évaluation des incidences NATURA 2000 a été réalisée en avril 2014 et annexée au dossier de demande.

L'étude écologique réalisée par le CERESA conclut de manière argumentée à l'absence d'effet significatif du projet sur l'état de conservation de la ZPS dans laquelle l'extension est partiellement située.

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le pétitionnaire prend les dispositions suivantes :

- Les opérations de décapage et de défrichement sur les horizons supérieurs des matériaux de recouvrement sont effectuées de septembre à octobre afin de réduire l'incidence de ces opérations sur la faune et la flore. Pour les horizons plus profonds, les opérations de découverte se feront tout au long de l'année.
- Un ensemble prairial d'une surface d'environ 1,1 ha, propriété de la sablière, fera l'objet d'une gestion propre pour diversifier les milieux et favoriser les formations végétales (un secteur en fauche annuelle et deux autres secteurs fauchés alternativement tous les deux ans, chaque secteur étant délimité par des haies arbustives plantés d'espèces locales) pour créer une zone refuge à la petite faune.
- La mise en place de 4 mares, positionnées sur le site de façon à favoriser l'accueil des amphibiens, avec une alternance de végétation rivulaires herbacées et arbustives des berges.
- La réalisation de tas de pierre exposés Sud dans un contexte prairial et au-dessus des milieux humides pour pérenniser et renforcer les mesures dédiées aux reptiles et aux amphibiens.
- La création de 5 ha de milieux ouverts afin de privilégier le développement de pelouse sablonneuse.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites aux articles 2.3.2 portant sur le décapage des terrains, 2.4.2 portant sur la remise en état et 2.5.2 portant sur les restaurations de zones humides, du projet d'arrêté préfectoral.

3.9 Effets du projet sur la santé humaine

L'évaluation des risques sanitaires liés à l'exploitation de la carrière n'identifie pas d'impact sanitaire sur la population vivant en périphérie du site.

3.10 Notice hygiène et sécurité

Des dossiers de prescriptions sont établis et communiqués au personnel et une visite régulière de la carrière est faite par un organisme agréé pour la prévention en matière d'hygiène et de sécurité.

Le personnel est informé des mesures visant la sécurité et est équipé des protections adéquates.

Les vestiaires et sanitaires sont mis à disposition des salariés sur l'usine existante.

3.11 Remise en état du site

Le réaménagement comprend une part importante de boisements mésophiles sur 24 ha, de boisements humides dans les bas-fonds sur 10 ha, un secteur de prairie hygrophile en léger décaissement, trois nouvelles mares complémentaires en plus des mares compensatoires associées à des végétations d'eaux stagnantes, aménagements de pierriers pour les reptiles, etc.

En complément des zones humides réaménagées au cours de la remise en état coordonnée, la compensation de la perte de zones humides portera sur la restauration d'une zone humide dégradée, sur 3,5 ha, au sein du marais de Boizard, par coupe des saules, creusement de mares et de dépressions humides, et entretien par fauche régulière exportatrice, dans le but de restaurer des milieux prairiaux où était présente historiquement la Grande douve, espèce végétale protégée actuellement non revue sur le site.

Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 2.4.2 du projet d'arrêté préfectoral .

Les maires de Saint-Denis-des-Puits et du Thieulin et les propriétaires des terrains ont donné leur accord quant à la remise en état proposée par le pétitionnaire.

3.12 Dangers présentés par le site

L'analyse préliminaire des risques du dossier ne met pas en évidence de scénario d'accident majeur.

Les risques présentés sont principalement des risques de dispersion de produit avec transfert possible au milieu, d'incendie et d'instabilité des fronts, effondrement ou affaissement de terrain présents dans le périmètre de la carrière et accident de la route.

Les mesures suivantes sont prévues :

- Dispersion de produits, Pollution :

- Absence de stockage de carburant sur le site susceptible de provoquer une pollution
- Remplissage des engins sur le site des Rigaudières sur un bac de rétention mobile
- Présence de kits d'urgence dans les engins et présence de produits de neutralisation, liquides inhibiteurs et de produits absorbants
- Entretien régulier des engins
- Accès interdit à toute personne étrangère à l'exploitation,
- circulation limitée aux seuls engins et véhicules autorisés et en respect du plan de circulation
- information régulière du personnel ainsi que celui des sous-traitants

- Incendie

- Extincteurs à disposition du personnel et sur le crible
- Secours internes (personnel sauveteur-secouriste)
- Accès au site par les services de secours

- Instabilité des fronts, effondrement ou affaissement

- limitation de l'instabilité par : conservation de redans ou ribersmes de largeur suffisante, maintien d'une bande périphérique, contrôle régulier des fronts, suivi de l'arrière des fronts, préservation des talutages pendant les extractions et talutage adapté à la nature des matériaux
- Fronts a une distance supérieure ou égale à 10 mètres des limites du site.

- Accident de la route :

- contrôle et entretien régulier du convoyeur
- présence de capotage sur le convoyeur afin d'éviter les chute de sable sur la RD 941
- convention avec le gestionnaire de la route (Conseil Général)
- Signalisation routière

3.13 Garanties financières

L'exploitation sera réalisée en six périodes quinquennales.

Les garanties financières ont été estimées par le pétitionnaire. Celui-ci précise que les montants ont été calculés selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 09 février 2004, pour les carrières de type 2 : carrières en fosse ou à flanc de relief.

Les montants retenus sont calculés sur la base de l'indice TP01 de 101,6 de février 2016.

Les montants de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA) sont les suivants :

Périodes	S1	S2	S3	Total en €TTC ($\alpha = 1,0805$)
Phase 1 (0 -5 ans)	5,41	15,16	4,38	654974
Phase 2 (5 – 10 ans)	6,76	19,89	5,54	813483
Phase 3 (10 – 15 ans)	9,56	20,85	5,08	874756
Phase 4 (15 – 20 ans)	12,28	22,62	3,88	939996
Phase 5 (20 – 25 ans)	10,43	24,84	3,22	949545
Phase 6 (25 – 30 ans)	12,87	17,42	0,56	761267

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

4 ENQUÊTE PUBLIQUE ET CONSULTATION ADMINISTRATIVE

4.1 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 06 mai 2017 au 07 juin 2017.

Les communes situées dans le périmètre d'affichage sont : Saint-Denis-des-Puits et Le Thieulin (communes d'implantation), Fruncé, Friaize, Champrond-en-Gâtine, Happonvilliers, Nonvilliers-Grand'houx et Les Corvées-les-Yys.

Aucune observation n'a été formulée lors de l'enquête publique.

4.2 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet le 05 juillet 2017 un **avis favorable** à la demande de renouvellement et d'extension de la carrière d'extraction de sables du Perche.

4.3 Avis des conseils municipaux

Les communes de Champrond-en-Gâtine et de Les Corvées-les-Yys ont exprimé, après clôture de l'enquête publique, un refus de leur conseil municipal. Leur refus est motivé par la présence de la station de pompage situé au Bois des Blots avec le projet d'extension de la société LES SABLIERES DU THIEULIN.

Les transmissions de leur avis étant postérieur à la clôture de l'enquête publique, ceux-ci n'ont pas été pris en compte par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions.

Par courriel du 04 juillet 2017, la société LES SABLIERES DU THIEULIN a transmis à l'inspection des installations classées une note en réponse relatifs aux point abordé par les communes de Champrond-en-Gâtine et de Les Corvées-les-Yys.

À la date de rédaction du rapport, l'inspection des installations classées ne dispose pas des avis des autres municipalités.

4.4 Avis des services consultés

Par courrier du 08 mars 2017, le préfet d'Eure-et-Loir a sollicité la direction régionale des affaires culturelles, la direction départementale des territoires et le parc naturel régional du Perche pour connaître leurs observations sur le dossier déposé.

À la date de rédaction du rapport, l'inspection des installations classées ne dispose pas des observations de ces services.

Par courrier du 28 mars 2017, l'ARS a émis un avis favorable au dossier.

L'avis de l'Autorité Environnementale a été émis le 18 avril 2017. Cet avis recommande la mise en œuvre de travaux de décapage et de défrichement sur la période de septembre à octobre et que dans le cadre de la remise en état des terrains en fin d'exploitation, des précisions relatives aux plantations et à la pérennité des milieux soient apportées et qu'une part plus grande de milieux ouverts soit prévue.

Le pétitionnaire a répondu sur l'ensemble de ces points le 04 mai 2017.

4.5 Information du SDIS

Le SDIS 28 a été informé de la complétude et de la régularité du dossier de demande d'extension par courrier préfectoral du 08 mars 2017.

5 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction ont donné lieu à des **avis favorables**. Les réserves exprimées et les dispositions visant à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont encadrées par des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

En conclusion, la DREAL émet un **avis favorable** à la demande sollicitée assortie des prescriptions du projet arrêté annexé au présent rapport.

6 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément à l'article R. 512-25 du Code de l'environnement, nous proposons à Madame la Préfète d'Eure-et-Loir de solliciter l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunis en formation carrière sur le projet d'arrêté joint en annexe.